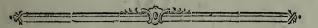
- File 1400 , 1



Case FRC 19650

DÉCLARATION

DE M. LE VICOMTE DU HAUTOY,

DÉPUTÉ DE LA NOBLESSE DU BAILLIAGE DE PONT-A-MOUSSON,

EN LORRAINE.

EXTRAIT du cahier de la Noblesse de ce Bailliage.

« Article 38..... Sa majesté sera suppliée » très-humblement de consirmer la promesse qui a été » faite aux deux duchés (de Lorraine & Barrois), » par le roi son auguste prédécesseur, de les conserver » dans tous les priviléges, prérogatives & immunités » qui leur avoient été assurés irrévocablement par le

EXTRAIT de ce traité.

α ART. 14.... Subsisteront & seront maintenus....

- » les priviléges de l'église, de la noblesse & du tiers-
- » état, les annoblissemens, graduations, & concessions
- a d'honneurs faites par les ducs de Lorraine ».

» traité conclu à Vienne le 28 août 1736 ».

THE NEWBERRY

JE soussigné, député de la noblesse du bailliage de Pont-à-Mousson, déclare qu'ayant été chargé expressément, par l'article 7 des pouvoirs qui m'ont été donnés, de veiller à ce qu'il ne soit attenté en aucune manière aux droits sacrés & immuables de la propriété, je ne pourrois, sans me rendre indigne de la confiance de mes commettans, acquiescer, par mon silence, à la violation de la plus precieuse de leurs propriétés, celle de leur état politique, de leurs prérogatives honorifiques, Si le facrifice de cette propriété pouvoit concourir au bien de la patrie, autorisé par le même article à consentir à tous ceux que ce bien commun de tous les citoyens peut exiger, je n'aurois aucune réclamation à faire contre le décret rendu à la féance du soir du samedi 19 de ce mois : connoissant toute l'étendue de la générofité de la noblesse Lorraine, assuré de n'en être pas désavoué, je n'aurois été retenu par aucune confidération d'intérêts particuliers.

Mais l'abolition de la noblesse, des titres, des dignités, des armoiries, des livrées, &c., peut-elle concourir au bien de la patrie? La noblesse a toujours été le plus ferme appui du trône: si cet appui étoit seulement ébranlé, le trône & la monarchie s'écrouleroient bientôt, & la France seroit ensevelie sous leurs ruines. Son nom, autresois si célèbre, ne rappelleroit plus que l'anéantissement du plus beau Royaume de l'univers. Le décret du 19 de ce mois, loin d'être utile, porte donc une atteinte mortelle à la monarchie, & par conséquent à la constitution. Il viole l'une des conditions du traité par lequel les duchés de Lorraine & de Bar ont été cédés à

la France, & probablement des traités équivalens faits avec la plûpart des autres provinces : ces traités étant des obligations synallagmatiques, ne peuvent être détruits que du consentement des représentans des parties qui ont contracté. Je ne pourrois donc donner mon acquiescement à un décret qui attaque l'une des hases du droit public de ma province, sans sortir des bornes de mes pouvoirs, & mériter les justes reproches de mes commettans; & si j'avois assisté à la séance du 19 soir, je n'aurois pas manqué de m'opposer de toutes mes forces, ainsi que l'ont fait beaucoup d'autres députés, à la motion faite contre la noblesse : motion incidente, amenée par une députation aussi inattendue que singulière. Cette matière étoit affez importante pour être discutée au moins dans une séance du matin, & annoncée d'avance, conformément au règlement de l'assemblée nationale. Le décret dont il s'agit n'est par consequent qu'une surprise ; il n'a aucun des caractères d'une mûre délibération. Il est même contradictoire à l'esprit & à la lettre de l'article premier de la déclaration des droits de l'homme, qui, en reconnoissant que les hommes sont égaux en droits, ne dit pas un mot de l'égalité des conditions, qui n'est qu'une chimère philosophique. Il contredit plus particulièrement encore l'article 11 des décrets des 4, 6, 7, 8 & 11 août 1789. Les facrifices énormes, faits précipitamment dans la nuit du 4, & ratifiés par ces décrets, avoient sans doute paru suffisans à la majorité de l'assemblée : elle ne pensoit pas alors que la noblesse dût encore y ajouter celui de ses prérogatives honorifiques: elle a voulu au contraire qu'elle

pût les conserver & en jouir, même dans les cas où, suivant les loix anciennes, la jouissance en étoit suspendue; puisqu'elle a décrété que nulle prosession utile n'emportera dérogeance. Cette disposition est détruite par le décret du 19 juin, au mépris du réglement, qui porte qu'un décret ne pourra être changé, ni abrogé par la légissature qui l'aura rendue.

Par toutes ces considérations, je pense que ce décret est nul, & qu'il ne peut être exécuté, notamment dans la province de Lorraine. En conséquence, je proteste formellement contre ce décret, comme nuisible au bien de l'état, & comme contraire, non-seulement au vœu de mes commettans, exprimé dans les instructions qui m'ont été remises, mais encore au droit public des duchés de Lorraine & Barrois. Fait à Paris, le 23 Juin 1790.

Signé le Vicomte DU HAUTOY.